

Un outil pour raison garder

Altay Manço, Saïd Ouled El Bey, Spyros Amoranitis

Chaque jour qui passe, des sondages et des faits de l'actualité nous le rappellent : les discours extrêmes à propos de l'immigration gagnent du terrain et occupent une part de plus en plus importante dans l'opinion publique, craintive face à l'afflux de migrants, dans un contexte de crise morale, sociale et économique. Relayées par des faiseurs de jugement médiatiques et autres leaders politiques, ces idées alarmistes ne sont pas pour rien dans le foisonnement de propos haineux, voire d'actes de violence envers ceux estimés différents, étrangers, « *Autres* »...

Ces « post-vérités » ou « faits alternatifs » surfent sur les peurs et les émotions de nombreux citoyens belges et européens qui voient dans l'immigration une concurrence sur le marché de l'emploi et dans le secteur du logement social, ainsi qu'une détérioration du système d'éducation et de sécurité sociale. Des inquiétudes apparaissent aussi au niveau de la capacité d'intégration de « certains » immigrés dans la société.

D'aucuns souhaiteraient enrayer un phénomène vieux comme le monde en rendant les frontières encore plus hermétiques par une série de mesures de contrôle drastiques. Ceux-là même proposeront l'édification de murs comme barrières pour séparer les territoires de l'Humanité. Bien que l'idée paraisse logique dans une perspective simpliste d'opposition des contraires — *mouvement/arrêt* —, l'histoire des migrations nous apprend que cette solution est vouée à l'échec. Il suffit d'observer les conséquences de ce genre d'initiatives : mur de Berlin, barrière de Melilla et de Ceuta, mur de Calais, etc. La migration est un fait qui ne peut être évité. Durant cette dernière décennie, plus de 4 millions d'immigrés se sont établis annuellement dans les pays de l'OCDE.

En Belgique, près de 120 000 entrées par an sont notées pour environ 80 000 personnes qui quittent le territoire. Parmi ces migrants, deux tiers sont des citoyens européens qui bénéficient du droit de la libre circulation et un quart sont des ressortissants d'États tiers qui viennent en Belgique rejoindre leur famille. Seulement 5 % des entrants sont des travailleurs immigrés extra UE (dont des saisonniers et des temporaires, mais aussi des dirigeants de multinationales) et moins de 4 % sont des demandeurs d'asile (soit moins d'une personne pour 1000 habitants).

« *On ne va de l'autre côté de la rivière qu'avec une raison valable* », dit un proverbe téké. Pour la plupart d'entre eux, les réfugiés et les migrants des pays en développement ont été forcés de quitter leur région pour diverses causes impérieuses telles que guerres et persécutions ou pauvreté et pression climatique... raisons dans lesquelles notre mode de vie joue assurément un rôle.

Des apports des « autres »

Si le débat public relaye l'idée selon laquelle l'afflux de migrants influencerait négativement l'évolution sociétale des pays d'immigration, la réalité est pourtant plus nuancée. Une réflexion basée sur l'étude des faits montre, en effet, que les mouvements de population génèrent une plus-value sur le marché mondial, à l'inverse de la croyance protectionniste répandue.

Les observations pointent la migration comme une source de main-d'œuvre, particulièrement dans les secteurs en pénurie ou dans les « *3D jobs* » — *dirty, dangerous, demanding* —, signifiant littéralement les emplois sales, dangereux et pénibles. Ces professions sont financièrement peu intéressantes. Ce sont des travaux saisonniers, discontinus dans le temps et parfois concurrencés par les délocalisations. Mais l'économie de marché sait que lorsqu'on « *traverse la rivière pour sauver sa peau* », toute condition est acceptable du moment qu'elle permet d'échapper à un destin désastreux.

Cette main-d'œuvre soulage donc des secteurs en demande, pour une part non délocalisables, tels que la domesticité, les services aux entreprises, les soins aux personnes, le transport et la logistique, la distribution, le commerce, la construction, l'Horeca, voire l'enseignement, les nouvelles technologies et certains secteurs de la santé. Moins chère, flexible et moins sensible aux droits et conditions de travail, la main-d'œuvre immigrée autorise pleinement la compétitivité des entreprises qui peuvent ainsi profiter pour pas cher, voire gratuitement, de qualifications non reconnues de travailleurs étrangers, au bénéfice, aussi, de meilleurs prix pour nous, consommateurs.

Mais les apports des migrants ne s'arrêtent pas à cette dimension quantitative, ils revêtent également un aspect qualitatif : certains mettent à la disposition des entreprises et de la société d'accueil leurs connaissances et compétences, notamment linguistiques et culturelles, ainsi que leurs réseaux en Belgique et ailleurs qui permettent d'élargir le champ d'action commercial. Des migrants prennent des risques, dans les pays d'installation, pour créer leur propre entreprise et des emplois. Ainsi, le monde entrepreneurial tire directement profit des migrations et, en cascade, les sociétés d'accueil et les citoyens bénéficient également d'effets en termes de promotion professionnelle (notamment pour les femmes), de hausse salariale et, même, de création d'emplois.

Cette dynamique macroéconomique est si ancrée qu'elle en arrive à diviser le marché de l'emploi. Les chercheurs nomment ce phénomène « *dualisation* » ou, plus spécifiquement, « *ethnostratification* ». Ils tentent ainsi d'expliquer la faible concurrence entre natifs et migrants sur le marché du travail. Les professions désertées par les uns créent un appel pour les autres et de manière complémentaire, la présence des « autres » permet aux « uns » d'évoluer socio-économiquement.

Ces mouvements se reflètent ensuite sur l'ensemble du système social qui finit lui aussi par se dualiser, clivant les « autochtones », d'une part, et les « allochtones », d'autre part, de plus en plus ostracisés, malgré le fait qu'ils accèdent à la nationalité belge et ancrent définitivement leur foyer en Belgique. Ces clivages fondés sur des « identités » culturelles « justifient » à leur tour cette dualisation qui renforce les freins à l'emploi des travailleurs migrants et issus de l'immigration, ainsi que de nombreux autres mécanismes d'exclusion sur le marché du logement, de l'éducation, etc. Et la boucle est bouclée.

Bien des obstacles à l'emploi spécifiques aux immigrés sont à relever. Méconnaissance de la langue du pays d'accueil, faiblesse des qualifications, manque d'expérience professionnelle utile, diverses difficultés administratives (par exemple, la reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur est un problème pour un immigré sur quatre)... sont quelques-uns des obstacles que les migrants doivent contourner, sans parler des discriminations quotidiennes que vivent ces personnes sur les marchés de l'emploi, du logement, de la formation et de l'éducation. Si une batterie de mesures antidiscrimination existe, leur dimension non contraignante ne permet pas toujours d'améliorer la situation. On pourrait encore avancer l'idée que les migrants manquent de réseaux utiles et ne bénéficient que d'un faible accès à l'information pertinente pour expliquer leurs difficultés d'insertion socioprofessionnelle, mais ce serait sans compter avec l'embarras de certaines entreprises à envisager l'emploi de personnes étrangères pour des raisons administratives et/ou « psychologiques ».

De manière générale, il subsiste un manque de dialogue sur le marché du travail — et ailleurs —, créant un climat de crainte vis-à-vis de l'inconnu et cela, même si celui-ci est un jeune belge issu de l'immigration. Ce constat montre notamment l'insuffisance et l'inadéquation de l'offre d'accompagnement en formation ou insertion socioprofessionnelle et en révèle la faiblesse de son rapport avec le monde des entreprises. Pour les enfants de migrants, les échecs d'un système scolaire inadapté aux défis nommés oblitérent aussi la présence d'un lien fragile entre école et emploi. Plus généralement, la défiance vis-à-vis des migrations ne met-elle pas en exergue l'incapacité de nos systèmes d'information et d'éducation, voire de notre gouvernance, à prendre en compte les besoins de sécurité, de dialogue et de contacts des populations de plus en plus diversifiées de notre société ?

Nous sommes convaincus qu'il faut innover notre approche des questions liées aux migrations et à la cohésion sociale par un discours pragmatique et inclusif. Au regard des éléments que nous vous proposons dans ce livre, nous sommes ainsi persuadés qu'il est possible de tirer un meilleur parti des migrations tout en dépassant les dissensions sociales actuelles. C'est avec force que nous insistons sur la nécessité de s'informer, car quand nous jugeons sans connaître, nous condamnons sans preuve.

La littérature en économie et en sociologie montre, en effet, depuis des décennies, à travers l'ensemble du monde industrialisé, que les migrations sont un « plus » évident pour certains secteurs des sociétés d'installation, alors qu'elles peuvent représenter des difficultés pour d'autres secteurs. Il appartient au pays récepteur d'organiser l'accueil et l'intégration des populations concernées afin de fluidifier l'insertion des migrants à l'emploi, dans le logement et à l'école. C'est à ce prix uniquement que la potentialité que représente l'immigration pour l'économie, les sociétés et la démographie de nos régions peut éclore pleinement. À défaut, nous ne ferons qu'aggraver les coûts sociaux et économiques que la migration non régulée et non accueillie représente.

Il est certain que les immigrés sont des citoyens qui apportent et qui coûtent à la société, comme tout un chacun, en fonction des groupes sociaux et de leur historicité. Toutefois, le contexte actuel de méfiance à l'égard des migrants et des populations issues des migrations délégitime tant les apports que les besoins de ces groupes. Cela crée une situation paradoxale : par exemple, l'investissement dans l'éducation des jeunes d'origine étrangère est une garantie de la valorisation dans le futur de leurs potentialités. L'argument vaut également pour les politiques de lutte contre la discrimination à l'emploi. Dans le cas contraire, l'absence d'investissement dans l'avenir de ceux considérés comme les « enfants illégitimes » du pays, pour reprendre l'expression du feu sociologue Abdelmalek Sayad, conduit à une situation absurde de crise sociale dont la gestion est encore plus douloureuse et expansive que l'effort de départ.

Un livre-outil, une écriture-action

Loin de nous pourtant l'idée de vouloir suggérer une énième campagne-choc de sensibilisation, nous souhaitons malgré tout montrer que des solutions concrètes existent au bénéfice de tous.

Cet ouvrage se veut un outil pédagogique pour un public de professionnels (acteurs de l'éducation, de la culture, de la société civile, des médias, de l'économie, de la politique) ou pour tout lecteur intéressé qui souhaiterait approfondir la question de l'apport socio-économique, culturel et politique des migrations en Belgique et en Europe. Il est construit de manière à lire l'immigration par différents prismes dont les interconnexions sont importantes : le logement, l'emploi, l'enseignement, la démographie, le vivre-ensemble, l'histoire, le religieux, la participation citoyenne et politique, mais aussi la criminalité. Nous rendons compte de la migration comme d'un atout mal exploité par certaines politiques mises en place — ou justement non mises en œuvre —, mal expliqué et, par conséquent, mal compris par une partie importante des citoyens. *La question ne touche pas tant ce qu'apportent les migrants dans leur ensemble — et encore moins individuellement — à notre société que de quelle manière notre société, dont les migrants et leurs descendants font partie intégrante, peut permettre à tout un chacun de valoriser ses potentialités.*

La première partie de cette publication introduit brièvement l'histoire des migrations en Belgique d'après la Seconde Guerre mondiale et ouvre vers l'analyse démographique des flux et stocks migratoires dans ce pays : provenances, caractéristiques et soldes migratoires, gestion politique (code de la nationalité, regroupement familial, etc.). Les politiques migratoires sont alors décrites à travers leurs motivations sociales et conséquences économiques, dans les principaux pays de l'OCDE : coûts et apports des travailleurs immigrés au pays d'accueil, impacts sur la fiscalité, la consommation, l'investissement... La question des coûts et des apports de la diversité dans les entreprises et celle des migrants créateurs d'entreprises complètent le panel économique. L'étude interroge, ensuite, le système scolaire belge face aux défis de la diversité culturelle et du lien école/emploi, et propose un modèle inclusif. La partie juridique est consacrée aux stéréotypes et à la criminalisation de l'immigration en Belgique et dans les pays limitrophes. La participation politique, associative et socioculturelle des migrants alimente la question des apports de la diversité ethnique au vivre-ensemble dans l'espace urbain (impacts sur le logement, mais aussi la santé), ainsi que, dans un autre registre, aux relations internationales équitables, en particulier Nord/Sud. Une autre dimension, encore, concerne la place de l'expression artistique dans une société multiculturelle. L'implantation et la reconnaissance de la religion musulmane en Belgique illustrent, enfin, par un aspect spécifique, la problématique du vivre-ensemble. La question est : « faut-il financer l'islam et pourquoi ? ».

L'étude montre globalement que la mise en concurrence des groupes de populations, les discriminations érigées en système, ainsi que la dérégulation des mécanismes de migration et d'emploi produisent un gigantesque gaspillage de ressources et de talents, génèrent des ressentiments et des conflits, et finalement nous coûtent à tous tant matériellement que moralement. Il est bien plus raisonnable et avantageux pour chacun de faire un effort inclusif afin d'exploiter au mieux les apports de chacun. *Que voulons-nous : bénéficier des contributions de tous ou augmenter notre propre charge en excluant certains ?*

Notre démarche documentaire s'appuie, d'une part, sur un référencement bibliographique systématique couvrant les travaux effectués dans l'ensemble du monde industrialisé, sur une trentaine d'années. Ces travaux scientifiques (près de 500 publications référencées, essentiellement en langue anglaise) tentent de mesurer les apports, la plus-value, les contributions, la valeur ajoutée, mais aussi les coûts, la charge et les problématiques socio-économiques, démographiques, socioculturels et politiques que représentent les étrangers, les migrants ou les réfugiés, les personnes d'origine étrangère ou issues de l'immigration dans les principaux pays récepteurs de main-d'œuvre.

D'autre part, nos analyses ont bénéficié de la collaboration d'une vingtaine d'expertes belges. Ils sont démographes, sociologues, politologues, islamologues, géographes, psychologues, pédagogues, criminologues, philosophes, historiens, juristes, médecins, économistes et gestionnaires. Ils ont contribué à clarifier les différentes dimensions des questions abordées et proposé de nouvelles pistes de recherche. Dans un effort interdisciplinaire, ils ont surtout aidé à traduire les

observations réalisées en d'autres temps et en d'autres lieux vers les réalités actuelles de la Belgique, et singulièrement de la Wallonie, afin de compenser la rareté de la littérature focalisée sur cette région. Ils ont lu, discuté et validé nos travaux. Plusieurs ont même contribué de leur propre plume de façon à renforcer notre travail ou de l'enrichir d'une dimension complémentaire, comme les apports des mixités culturelles dans le domaine des arts, de la médecine, des relations internationales ou de la spiritualité.

L'ensemble constitue un dossier de 22 analyses documentées, brèves et synthétiques avec des interconnexions d'une dimension à l'autre. Ces textes — lus et annotés également par des intervenants des Centres régionaux d'intégration de Wallonie, afin de passer de la technicité du propos scientifique à un langage plus général — sont au service des « multiplicateurs » tels que des acteurs de l'éducation et de l'information, pour une plus large diffusion, dans le cadre de formations, d'actions de sensibilisation, d'expositions et autres formes de vulgarisation.

Divisée en une vingtaine de chapitres thématiques, cette publication tente de « réduire la complexité » du domaine, afin de documenter et d'inspirer une perception plus positive des faits migratoires et de la mixité socioculturelle, une perception propice à la pleine valorisation de leurs potentialités sociales, économiques et culturelles. Aussi, chaque partie se conclut sur des recommandations inclusives en termes d'éducation, de formation et d'insertion dont des acteurs sociaux, économiques, éducatifs et politiques pourraient se saisir. La publication du livre dont des extraits seront relayés par la presse et divers sites internet sera accompagnée d'une série de conférences-débats dans de nombreux centres en Wallonie, à Bruxelles et ailleurs.